

*Questions orales*

[Français]

**M. Jean-Marc Jacob (Charlesbourg, BQ):** Monsieur le Président, je pense que le ministre a oublié de répondre à une partie de ma question. Je lui demandais aussi une enquête sur les événements à la base même.

Ma deuxième question est la suivante: Le ministre de la Défense confirme-t-il que la police militaire, lors d'une récente enquête, a saisi une troisième cassette vidéo dont le contenu serait plus violent et encore plus choquant que les deux précédentes. Le ministre peut-il prendre l'engagement que cette nouvelle cassette ne sera pas détruite, comme ce fut le cas avec certains éléments de preuve qui ont disparu relativement aux événements survenus en Somalie?

[Traduction]

**L'hon. David Collenette (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants, Lib.):** Monsieur le Président, j'ignore tout de l'existence des cassettes et des autres éléments de preuve auxquels le député fait allusion.

S'il en possède, j'ose espérer qu'il voudra bien me les remettre pour que je les transmette aux autorités militaires, à moins, bien sûr, qu'il ne préfère les faire connaître à l'enquête.

\* \* \*

**LES PROGRAMMES SOCIAUX**

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, il y a des mois, le ministre du Développement des ressources humaines a lancé avec un grand battage son examen des programmes sociaux. Il a promis de transformer radicalement notre filet de sécurité sociale pour le rendre plus efficace et redonner de l'espoir à ceux qui en sont prisonniers. Les mois ont passé, des millions ont été dépensés, et toujours rien. Le ministre n'a tenu aucune de ses promesses et son échec coûtera cher aux Canadiens au moment du budget.

Ma question s'adresse à la vice-première ministre. Étant donné cet échec, que va faire le gouvernement pour réformer les programmes sociaux, et quand les Canadiens peuvent-ils espérer voir des résultats?

• (1425)

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.):** Monsieur le Président, malheureusement, le député essaie de présenter sous le seul angle de son propre pessimisme une initiative très importante, largement et fermement appuyée par les Canadiens, visant à réformer la politique sociale.

Le gouvernement est déterminé à poursuivre la réforme. Nous avons maintenant en main le rapport du comité, qui s'accompagne d'un certain nombre de recommandations. Nous étudions le rapport avec grand soin et nous y répondrons dans les délais impartis en présentant une politique spécifique, et nous prévoyons toujours proposer des mesures législatives à l'automne.

La politique sociale suit son cours, mais tout ne tourne pas aussi rond dans les politiques et les prises de position du député.

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, cet échec de l'examen des programmes sociaux a des conséquences directes sur les dépenses.

Le gouvernement sait fort bien que plus de 60 p. 100 des dépenses se font dans le domaine social. Il est impossible d'équilibrer le budget sans une réforme radicale des programmes et des dépenses dans le domaine social.

Le gouvernement n'avouera-t-il pas que, si le ministre des Finances envisage maintenant des hausses d'impôt, ce qui n'était pas le cas il y a deux mois, c'est surtout parce que le ministre du Développement des ressources humaines n'a pas livré la marchandise?

En d'autres termes, le gouvernement admet-il que ce sont les contribuables qui feront les frais de l'échec du ministre du Développement des ressources humaines?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.):** Monsieur le Président, je vais répéter, pour la gouverne du député. Je me souviens distinctement que, pendant sa campagne électorale, il a soutenu avec conviction qu'il fallait s'en remettre au jugement des citoyens. Depuis qu'il a été élu, il semble qu'il n'ait plus tellement foi dans le jugement populaire, alors que nous continuons de faire confiance aux Canadiens.

C'est pourquoi nous avons consacré quatre mois à des débats très sérieux, très coûteux et très larges avec les Canadiens. Plus de 100 000 d'entre eux ont participé d'une façon ou d'une autre à ces consultations.

Nos réformes reposeront sur le jugement populaire, non pas sur l'idéologie curieuse et étrange du député.

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, le gouvernement n'a encore donné aucune explication valable à l'échec de son examen des programmes sociaux. L'une des raisons, c'est sûrement que le ministre a versé des millions de dollars à des groupes d'intérêts d'idéologie libérale pour qu'ils puissent réclamer le statu quo et lutter contre les compressions des dépenses.

De plus en plus, c'est le talon d'Achille du gouvernement. La Commission nationale des libérations conditionnelles a été affaiblie par le favoritisme et une politique soucieuse de l'opinion des groupes d'intérêts, et on peut en dire autant de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié ainsi que de l'examen des programmes sociaux.

Je m'adresse à la vice-première ministre. Au lieu d'excuser et de justifier le favoritisme et une politique qui est à la remorque des groupes d'intérêts, quand le gouvernement va-t-il admettre que c'est l'obsession des groupes d'intérêts qui compromet son intégrité et que fera-t-il pour guérir cette obsession?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, Lib.):** Monsieur le Président, le député parle de l'obsession des groupes d'intérêts. Il s'agit